



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRÊTÉ N° 236DDPP-15
portant prescriptions complémentaires

Le préfet de la Loire

VU l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
VU l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement ;
VU les articles R. 512-39 et suivants du Code de l'Environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brute et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 1997 modifié par les arrêtés de prescriptions complémentaires des 27 février 2006 et 12 février 2010, réglementant les activités exercées par la société AMPCO METAL (ex société Fonderie Industrielle de la Périvaure) pour son établissement à UNIEUX – 16 rue Charles de Gaulle ;
VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juin 2014 imposant des mesures suite à la cessation d'activité du site ;
VU le diagnostic de site du bureau d'étude A.D. Environnement du 26 février 2014 ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 mars 2015 ;
VU l'avis en date du 4 mai 2015 du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;
VU les observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 18 mai 2015 ;
CONSIDÉRANT l'impact des activités exercées sur le site ;
CONSIDÉRANT l'usage industriel ou assimilé retenu pour la réhabilitation du site ;
CONSIDÉRANT la nécessité de prescrire la réalisation d'un mémoire de réhabilitation et de réaliser la surveillance des eaux superficielles afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La société AMPCO METAL dont le siège social se trouve à Unieux est tenue de se conformer au présent arrêté en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

Article 2.1 - Conception du réseau de forages

Sur la base du "diagnostic de site - eval phase 2" du 26 février 2014 réalisés par le bureau d'études A.D Environnement, le réseau de forage est défini par :

- le piézomètre Pz1 implanté en aval hydraulique du site,
- le piézomètre Pz2 implanté en amont hydraulique du site,
- le piézomètre Pz4 implanté en amont hydraulique du site,

Un piézomètre supplémentaire Pz5 doit être implanté en amont hydraulique du site et un autre piézomètre supplémentaire Pz3 sera implanté en aval hydraulique du site. Le lieu d'implantation des piézomètres est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées sur la base d'une étude hydrogéologique.

Article 2.2 - Réalisation des forages

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Article 2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Article 2.4 - Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

- HAP
- Hydrocarbures totaux
- COHV
- Métaux
- PCB
- BTEX.....
- Niveau piézométrique
- Conductivité
- pH

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 2.5 – Echéances de mise en œuvre

L'entreprise AMPCO METAL devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

- Mise en place des piézomètres Pz5 et Pz3 : 2 mois
- Réalisation des premières analyses : 1 mois

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

Article 2.6 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES DE L'ONDAINE

Article 3.1 – Conception du réseau de surveillance

Le réseau de surveillance des eaux superficielles de l'Ondaine est défini par :

- un point de prélèvement en « amont » hydraulique et un point de prélèvement en « aval » hydraulique du site situés dans le cours d'eau.

La position des points de prélèvement précisée sur un plan de situation est communiquée pour avis à l'inspection.

Article 3.2 – Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

<ul style="list-style-type: none">▪ pH▪ conductivité	<ul style="list-style-type: none">▪ composés organiques halogénés volatils▪ Hydrocarbures totaux▪ hydrocarbures aromatiques polycycliques
---	---

Cette surveillance sera conditionnée aux résultats d'analyse des eaux souterraines et à la présence d'un impact hors site lié aux activités du site.

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 3.3 – Échéances de mise en œuvre

La société AMPCO METAL devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

- réalisation des premières analyses sur les eaux superficielles : 2 mois

Le résultat des analyses est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

ARTICLE 4 – IDENTIFICATION DE L'IMPACT

Article 4.1 – Sur le site : Etat des lieux et diagnostic de l'extension de la pollution dans les milieux de transfert et d'exposition, et la compréhension des mécanismes de transfert des polluants vers et dans ces milieux.

En cas de constat de pollution des eaux souterraines étendue aux puits aval, d'autres puits seront forés, afin de déterminer l'extension de la pollution.

Article 4.2 – A l'extérieur du site : Caractérisation de l'état des milieux

En cas d'impact hors site constaté à l'issue de l'étape "d'identification de l'impact" décrite à l'article 3.1 du présent arrêté et à l'issue de la mise en œuvre du plan de gestion validé par l'inspection dans le mémoire de réhabilitation décrit à l'article 4 du présent arrêté, la société AMPCO METAL doit réaliser, dans un délai de 2 mois, une étude d'interprétation de l'état des milieux.

L'objectif principal est de s'assurer que les milieux étudiés hors site ne présentent pas d'écart par rapport à la gestion sanitaire mise en place pour l'ensemble de la population. Les usages réels des milieux ainsi que les modes plausibles de contamination seront étudiés. Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger.

Un recensement des cibles potentielles (habitation, source d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé.

Des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) seront réalisées et complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

Afin de réduire l'impact de la pollution aux Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, aux teneurs relativement conséquentes en métaux sur sol brut et la présence d'Aluminium, de Manganèse, d'Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques et autres composés en concentration importante dans les eaux souterraines, la société AMPCO METAL réalisera une étude complémentaire au diagnostic initial de février 2014 réalisé par A.D Environnement comprenant à minima les éléments suivants :

- une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement sur la base :
 - des éléments issus d'une visite des lieux et de ses environs immédiats
 - des paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants
- un diagnostic complémentaire des milieux non investigués (sols, eaux souterraines, superficielles et air si nécessaire). Ce diagnostic permettra notamment de circonscrire les différentes pollutions constatées.

Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux important à protéger.

Les résultats seront comparés :

- pour les sols, d'une part, au fond géochimique naturel local ou à l'état initial de l'environnement
- pour les autres milieux, d'autre part, à des valeurs guides nationales ou internationales reconnues telles que celles définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé.

Cette étude doit ainsi permettre d'élaborer un bilan de l'état des milieux, et doit inclure l'identification et la caractérisation des sources de pollution identifiées, la mesure

Les résultats de ces mesures seront comparés à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins et à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarii d'exposition pertinents identifiés dans le schéma conceptuel.

Les références suivantes devront être utilisées :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none"> - état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin, - fond géochimique naturel local
Eau	<ul style="list-style-type: none"> - critères de potabilité des eaux définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé, dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau, - critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource « eau » n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux
Denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> - règlement européen CE/1831/2003
Air	<ul style="list-style-type: none"> - valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur

Dans le cas où il n'est pas possible de comparer les résultats d'analyse à des valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires sera menée. Les substances seront prises isolément, sans procéder à l'addition des risques.

ARTICLE 5 – MESURES DE GESTION

Article 5.1 – Mémoire de réhabilitation du site

A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, **des mesures de gestion** seront proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Le mémoire de réhabilitation sera établi sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnées au L. 511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds »
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert

Après

- une comparaison de l'état des milieux hors du site aux valeurs réglementaires ou
- une évaluation quantitative des risques sanitaires.

Si une incompatibilité est mise en évidence entre les usages et les milieux d'exposition, l'exploitant veillera à restaurer la compatibilité de l'état des milieux hors du site avec les usages qui leur sont fixés.

L'étude comprendra en outre une synthèse technique et non technique.

Article 5.2 – Analyse des Risques Résiduels (ARR) au droit du site

Si, par des mesures de gestion à un coût raisonnable, il ne peut être supprimé tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant devra **réaliser une analyse des risques résiduels**.

Les calculs de risque seront réalisés à partir des concentrations résiduelles fixées dans le mémoire de réhabilitation.

Pour cela, on procédera à l'additivité des risques pour les substances à seuil ayant le même effet sanitaire sur le même organe cible et les risques seront additionnés pour les substances ayant des effets sans seuil de dose.

Le résultat de cette analyse de risques résiduels devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec les usages futurs prévus. Le cas échéant, les mesures de gestion seront révisées jusqu'à l'obtention d'une exposition résiduelle acceptable.

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

ARTICLE 6 - BILAN QUADRIENNAL

Dans tous les cas, à l'issue des investigations sur site [et hors site] et des mesures de gestion proposées, un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7 - CHOIX DES PRESTATAIRES

Pour réaliser cette étude, la société AMPCO METAL devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis, pour information, à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 8 – ÉCHÉANCIER AVANT TRAVAUX

La société AMPCO METAL devra respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, pour la transmission des documents à l'inspection des installations classées :

- communication du diagnostic et caractérisation de l'état des milieux : **2 mois**
- communication des mesures de gestion, accompagnées de la proposition de suivi quadriennal des milieux : **4 mois**

ARTICLE 9 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 10 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 11 – PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de UNIEUX pendant une durée minimum d'un mois.

La mairie de UNIEUX fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la LOIRE l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société AMPCO METAL.

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société AMPCO METAL dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 12 – EXECUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de UNIEUX et à la société AMPCO METAL.

Fait à SAINT-ETIENNE, le

1^{er} JUIL. 2015

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Société AMPCO METAL
16 rue Charles de Gaulle
42240 UNIEUX
- Monsieur le maire de UNIEUX
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT Loire Inspection de l'environnement
- Archives
- Chrono